



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Mercredi 20 février 2013  
Numéro 282

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

---

## Titres des journaux

---

As Safir (nationaliste arabe)

*La régression: de la loi de 1960 à la loi du couteau*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Les élections reportées, la crise touche désormais au pacte national*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Le projet orthodoxe: adieu*

Al Joumhouria (proche d'Elias Murr)

*Contacts pour éviter le pire*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Le 8-Mars, «Kataëb», «FL» 1-Liban zéro*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Loi électorale: un vote dévastateur...*

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

*Des centaines de terroristes tombent près de l'aéroport international d'Alep et lancent des appels de détresse*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Des Scud pour frapper Alep... et des obus sur le palais Tchrine*

---

## L'événement

### *Loi électorale: les grandes manœuvres vont commencer*

Au lendemain du vote par les Commissions parlementaires du projet orthodoxe, qualifié de «jour noir» pour le pays par Saad Hariri et de «jour le plus lumineux de l'histoire du Liban» par le général Michel Aoun, les grandes manœuvres électorales vont commencer.

Commentant le vote des commissions, le général Aoun avait déclaré après la réunion de son bloc parlementaire, mardi: «Aujourd'hui, ceux qui avaient vu leurs droits amputés les ont récupérés, et cela sans qu'il soit porté atteinte aux autres, s'est félicité M. Aoun. Aujourd'hui, la voix des marginalisés a retrouvé son poids et nous sommes très contents de cet exploit.» Selon lui, le projet orthodoxe va restaurer la parité et une démocratie véritable. «Le projet n'engendrera pas de conflits interconfessionnels, car la compétition aura lieu au sein d'une même communauté, a-t-il assuré. Nous sommes prêts à participer à la reconstruction du Liban, mais sur la base d'un esprit réformateur et d'une égalité des droits.»

Cet attachement au projet orthodoxe n'annule pas la possibilité de l'adoption d'une loi consensuelle. Et c'est justement cette question que le général Aoun a évoqué lors de sa rencontre, ce mercredi à Aïn el-Tiné, avec le président de la Chambre, M. Nabih Berry, considéré comme l'architecte d'un éventuel accord de dernière minute. C'est d'ailleurs pour laisser une chance au consensus que le chef du législatif a donné un délai d'une semaine avant de convoquer l'Assemblée générale du Parlement à une réunion pour voter le projet orthodoxe. Certains milieux politiques espèrent que le Courant du futur accepterait de faire des concessions substantielles maintenant qu'il a compris que le CPL, ses alliés chiïtes et les deux partis chrétiens du 14-Mars sont sérieux dans leur volonté de faire aboutir le projet orthodoxe si aucune loi consensuelle n'est élaborée. Le geste demandé au Futur est principalement l'acceptation du principe de la proportionnelle et non pas d'une manière symbolique. Le projet de Nabih Berry, qui prévoit la parité entre les modes de scrutin majoritaire et proportionnel (64 députés au majoritaire et 64 à la proportionnelle), pourrait servir de base à toute loi consensuelle.

Mais pour l'instant, le projet orthodoxe est le seul en lice. Il doit être soumis au vote de l'Assemblée avant le 11 mars. Le courant du Futur continue de miser sur le fait qu'il ne sera pas adopté, sous prétexte que les députés sunnites ne le voteront pas, ce qui constituerait à leurs yeux une atteinte à l'esprit de la Constitution. À cela, les proches du CPL répondent que la loi électorale est une législation ordinaire qui n'exige ni majorité particulière ni consensus confessionnel. De plus, même si les députés du Courant du futur ne votent pas en faveur du projet, il pourrait obtenir des voix sunnites, notamment celles du Premier ministre et de ses alliés à Tripoli.

## Al Akhbar

*Kassem Kassem, spécialiste du dossier palestinien au Liban*

Le vice-président de la «Lutte populaire palestinienne» (la milice du Fateh, ndlr), Mahmoud Issa, surveille de près ce qui se passe dans le camp d'Aïn el-Héloué, à l'est de Saïda. Ces derniers temps, celui que l'on surnomme el-Lino, s'est éloigné des projecteurs. Un haut responsable sécuritaire du camp indique que la détérioration de la relation entre el-Lino et le commandement du Fateh s'est répercutée sur la sécurité à Aïn el-Héloué, où les agressions contre des cadres et des militants du mouvement se sont multipliées et sont restées impunies. Le recul de la présence du Fateh a favorisé la montée d'islamistes non affiliés aux groupes connus (Osbat al-Ansar, Ansarallah, le Mouvement jihadiste islamique), qui ont uni leurs rangs en attendant l'annonce de la naissance du Front al-Nosra dans le camp. Mais en dépit des divergences à l'intérieur du Fateh, el-Lino se prépare au moment où la situation va s'embraser à Aïn el-Héloué. Les rapports qu'il reçoit de ses informateurs concernant les mouvements des groupes islamistes l'ont convaincu que la situation dans le camp est «sale». « Les situations sales nécessitent des solutions sales », ajoute la même source. Par conséquent, el-Lino a mis au point un plan militaire visant à asséner un coup rapide aux régions contrôlées par les islamistes dès l'annonce de la fondation d'al-Nosra. Les membres des autres organisations palestiniens combattront aux côtés du Fateh dans cette bataille. «Le but est de détruire al-Nosra et d'empêcher ses combattants de sortir du camp, même si nous devons offrir 200 martyrs», poursuit la source.

Un haut responsable de la sécurité affirme que la confrontation est inéluctable, surtout que l'entraînement militaire des islamistes, supervisé par le cheikh Abou Malek dans le stade al-Tayyar, à la lisière du camp, s'est intensifié.

## An Nahar

*Ibrahim Bayram, journaliste libanais proche de la majorité*

Des sources bien informées racontent les détails de ce qui s'est passé en fin de semaine dernière dans ce que l'on appelle maintenant le bassin de l'Oronte. Il est désormais connu qu'il existe en Syrie un groupe de villages considérés comme un prolongement géographique et démographique à la région libanaise du Hermel. Ils sont habités par quelques 20000 Libanais, qui ont décidé de former des comités de défense pour se protéger des attaques des rebelles syriens. Effectivement, ils ont réussi à repousser, ces 18 derniers mois, les assauts des groupes armés de l'opposition syrienne. Récemment, ces comités de défense ont appris que les rebelles syriens s'apprêtaient à lancer une nouvelle offensive contre leurs villages. Ils ont alors décidé de lancer une attaque préventive contre certaines localités syriennes d'où ils ont chassé les rebelles. En bref, ils ont réussi à imposer de nouvelles réalités sur le terrain, qui ont coïncidé avec une progression des troupes régulières syriennes à l'intérieur et aux alentours de la ville de Homs. Les opposants armés ont alors provoqué un tapage médiatique.

La surprise est venue du fait que le Hezbollah a préféré garder le silence. D'aucuns estiment que le parti a sciemment voulu entretenir «le mystère constructif» au sujet de ces événements, en ne prenant pas la peine de s'exprimer sur le sujet. Ce silence constitue, cette fois, un message, surtout que dans le bassin de l'Oronte, il ne s'agit plus seulement d'une question d'auto-défense. Les combats se sont transformés en assauts et le périmètre des affrontements s'est élargi. Le Hezbollah veut tracer de nouvelles lignes rouges.

## ILS ONT DIT...

**Mohammad Safadi**, ministre des Finances (centriste)

«**Les présidents de la République et du Parlement** doivent décréter un état d'urgence politique, lequel relancerait le dialogue entre les Libanais. Un dialogue franc est nécessaire avant qu'il ne soit trop tard, pour que les Libanais conviennent des conditions justes de leur coexistence, dans un pays où un prix cher a été payé pour préserver la souveraineté et l'indépendance. L'approbation de la loi électorale selon des bases confessionnelles constitue un cou pour l'unité des Libanais. Je n'ai jamais pensé que les chrétiens, pionniers du nationalisme arabe, du partenariat et de la modernité, opéreraient pour l'isolement, en raison de leur besoin d'être protégés.

**Alaeddine Terro**, député du bloc Joumblatt

«**Le projet orthodoxe ne** passera ni au Parlement, ni par la pression de la rue. Nous sommes favorables à une loi électorale combinant les deux modes de scrutin proportionnel et majoritaire. C'est la seule issue aux polémiques actuelles. Les Forces libanaises et le Courant patriotique libre ont pratiqué la surenchère pour influencer l'opinion publique chrétienne. Le président Nabih Berry a ouvert la voie au dialogue et à la communication entre les parties politiques, en vue d'examiner une loi électorale différente de celle de 1960 et du projet orthodoxe.

**Ammar Houry**, député du bloc Hariri

«**L'approbation du projet** orthodoxe annulerait la tenue des législatives le 9 juin. Je ne compte pas beaucoup sur les négociations qui ont lieu actuellement à ce propos en raison du manque de confiance entre les parties politiques.

## La grogne sociale

*A l'appel du comité de coordination syndical, des dizaines de manifestants ont bloqué mercredi la route en face du ministère des Finances, près du Palais de Justice, à Beyrouth. Les manifestants protestent contre le fait que le gouvernement n'a toujours pas transmis au Parlement la nouvelle grille des salaires, cinq mois après l'avoir approuvée. Le gouvernement refuse d'envoyer le projet à la Chambre avant d'avoir trouvé des sources de financement de cette augmentation des salaires dans le secteur public. Des manifestations similaires ont eu lieu mercredi devant 27 séraïls gouvernementaux dans les différentes régions libanaises.*

### Béchara Raï à Moscou

*Le quotidien As Safir rapporte mercredi que le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, se rend en à Moscou du 26 février au 1er mars à l'invitation du patriarche de Russie, Cyril 1er. Les entretiens entre les deux patriarches porteront essentiellement sur la situation des chrétiens d'Orient et sur la nécessité de rapprocher les Église catholique et orthodoxe.*

### Mandat d'arrêt contre un Libanais de l'ASL

*Le juge d'instruction militaire, Imad el-Zein, a émis mercredi un mandat d'arrêt à l'encontre d'un Libanais accusé de combattre aux côtés de l'Armée syrienne libre (ASL). Le suspect est originaire de la région de Macharii el-Qaa, dans le nord-est du Liban. Il est soupçonné de combattre auprès des rebelles, de participer au trafic d'armes et au transfert de blessés à travers la frontière.*

## Ria Novosti (Agence de presse russe)

Le gouvernement syrien doit concrétiser sa disposition au dialogue avec l'opposition anti-Assad, a déclaré mercredi le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à l'issue d'entretiens avec le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi. «Il faut que les parties en conflit entament des négociations. Jusqu'ici, certains dissuadaient l'opposition de dialoguer avec les autorités, mais la situation change. A présent, il est important que la disposition de l'opposition syrienne au dialogue soit accueillie par une confirmation du gouvernement allant dans le même sens», a estimé le chef de la diplomatie russe. Auparavant, M. Lavrov a déclaré que «le principal est que le thème du dialogue devient prioritaire, même pour ceux qui ont rejeté jusqu'à tout récemment nos appels au lancement de négociations entre gouvernement et opposition, en déclarant que le départ du président Assad était une condition sine qua non de tout contact de ce genre».

M. Lavrov a ajouté que le chef de la Coalition nationale syrienne, Ahmed Moaz al-Khatib, est attendu à Moscou début mars. «Nous sommes en train de concilier la date de la visite de M. Khatib à Moscou. C'est prévu pour début mars», a indiqué le chef de la diplomatie avant d'ajouter que la partie russe s'attendait à un dialogue franc avec Ahmed Moaz al-Khatib et avec le ministre syrien des Affaires étrangères Walid al-Moualem, attendu à Moscou le 25 février prochain.

## Ad Diyar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Lors de sa dernière visite en Arabie saoudite, le chef du Parti socialiste progressiste (PSP), le député Walid Joumblatt, a reçu une somme d'argent et s'est entendu avec les dirigeants saoudiens de coordonner leur action politique concernant la situation au Liban. Sans doute sur un conseil américain, Riyad a décidé d'accorder au PSP une somme de 75 millions de dollars, payée en plusieurs versements. Cette décision a provoqué la colère de l'ancien Premier ministre, Saad Hariri, par qui transitaient, par le passé, les sommes versées au PSP. Mais M. Hariri ne peut que ravalier sa colère, car il n'a aucun moyen de contrer ou même de critiquer une décision royale.

## Jérusalem Post (Journal israélien)

Des soldats de l'Unité de reconnaissance du corps de génie de l'armée israélienne ont achevé une série d'exercices d'entraînement souterrains en vue d'éventuels combats avec le Hezbollah au Liban-Sud.

Le parti chiite a placé son commandement et ses centres d'opérations sous terre et creusé de nombreux tunnels dans lesquels les commandants, les combattants et les armes peuvent être à l'abri de l'armée de l'air israélienne.

Les soldats israéliens ont été soumis durant un mois à des exercices simulant des combats complexes sur le terrain, notamment dans des forêts denses. Une semaine a été consacrée aux tactiques de combats souterrains et à l'étude des informations disponibles sur les bunkers de l'ennemi. «Pendant les entraînements, nous avons simulé différents types de combats auxquels nous pourrions faire face», a déclaré le lieutenant Sagiv Shoker, commandant de l'Unité de reconnaissance. «Dans tout exercice, nous acquérons davantage d'informations, qui nous permettent de nous préparer pour le jour où nous recevrons l'ordre» de passer à l'action, a-t-il ajouté. Par ailleurs, le ministre israélien de la Défense passive, Avi Ditcher, a indiqué qu'une décision de l'Union européenne de placer le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes aurait pour conséquence de mettre un terme au financement du parti chiite, dont la majorité des fonds «provient de capitales européennes». Mais des responsables français craignent qu'une telle mesure ne déstabilise le Liban où plus de 1000 soldats français sont déployés au sein de la Finul.